

# DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Master Droit public	
<b>Caractérisation de la formation</b>	
<b>Intitulé de la formation</b>	Droit public (nomenclature nationale)
<b>Type de cursus</b>	Master
<b>Parcours</b>	Droit public fondamental
<b>Lieu(x) de la formation</b>	Campus Croix Rouge (Reims)
<b>Évolution de la formation</b>	<p><del>(1) Renouvellement à l'identique</del></p> <p><del>(2) Renouvellement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</del></p> <p><del>(3) Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</del></p> <p><b>(4) Création issue d'une restructuration</b></p> <p>(5) <u>Création ex-nihilo</u></p>
<b>Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation</b>	
<p><b>Afin de renforcer la professionnalisation du diplôme</b>, le stage deviendra obligatoire en M2. Par ailleurs, des enseignants issus du monde professionnel viendront renforcer l'équipe pédagogique et animeront ainsi des modules professionnalisants.</p> <p><b>S'agissant du suivi interne de la formation</b>, un conseil de perfectionnement propre au master sera mis en place, facilité par sa transformation en mention autonome.</p>	

### Évolution du projet de la formation

Le master Droit public fondamental conservera la cohérence qui était celle du master Droit public parcours Droit public carrières publiques avec la formation dispensée en licence et en licence d'administration publique. Les liens avec les autres masters issus de la restructuration (par exemple Droit public des affaires, Droit des collectivités territoriales, etc.) seront maintenus et renforcés (mutualisation d'enseignements, organisation de modules professionnalisants, projets collaboratifs).

Le master restera adossé au CRDT et conservera son ambition de mener chaque année des étudiants vers la poursuite d'études en doctorat. Le master développera davantage encore ses projets de recherches (journées d'études, publications, etc.).

Le master renforcera l'intégration des étudiants dans le monde professionnel, à l'aide des professionnels qui participeront aux enseignements, à travers les modules de professionnalisation, via encore le stage qui sera désormais obligatoire en deuxième année. Les professionnels seront aussi associés aux modules de préparation aux concours. Les liens avec le territoire, déjà existants, seront renforcés (convention complémentaire en cours d'élaboration avec le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne par exemple). Au-delà du territoire, les liens avec le monde professionnel ne sont pas négligés, à travers par exemple la convention nous liant à la DILA (direction de l'information légale et administrative). Enfin le master sera ouvert à l'alternance.

Le master disposera d'une maquette répondant aux standards de compétence prévus dans la fiche RNCP du master Droit public. La pédagogie, tout en conservant les exigences traditionnelles de formation en droit public fondamental (maîtrise du raisonnement juridique et de son expression, préparation à la recherche, approfondissement des disciplines fondamentales), reposera également sur une approche déduite des besoins identifiés en situation professionnelle (par exemple, maîtrise du contentieux).

Les débouchés du master Droit public fondamental restent identiques : permettre à nos diplômés d'accéder à tous postes et toutes qualifications en droit public : avocat, juriste en administration, collectivité ou entreprise, fonctionnaire et haut fonctionnaire, chercheur et enseignant-chercheur, etc., que ce soit en accès direct ou après un concours ou examen. La poursuite en doctorat restera favorisée.